



*"Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère,  
les droits de l'homme sont violés.  
S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré."*

Joseph WRESINSKI (1917-1988) Fondateur d'ATD Quart Monde

**FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
pour le Débat de haut niveau de l'ECOSOC  
29-30 juin 2006**

**Cristina Diez, Volontaire permanente  
Mouvement international ATD Quart Monde**

**Cluster 2 : Creating an enabling environment at the national level conducive for growth and employment**

**Atelier 3**

**Le travail décent et l'extrême pauvreté**

Il existe au niveau international un accord entre les chefs d'Etat et de Gouvernement pour affirmer que l'emploi productif et le travail décent doivent être situés au centre des politiques économiques et sociales mises en œuvre pour atteindre les Objectifs du Développement pour le Millénaire et diminuer de moitié la pauvreté d'ici 2015. Dans ce sens, le Mouvement International ATD Quart Monde est heureux de l'avancée que représente le fait que l'ECOSOC fixe à son débat de Haut Niveau l'objectif de « Créer un environnement favorable, au niveau national et international, à la création du plein emploi, de l'emploi productif et du travail décent **pour tous**, et son impact sur le développement durable. Se donner pour objectif de ne laisser personne de côté est important parce que cela oblige la communauté internationale à se poser la question de savoir qui sont les personnes et les communautés qu'elle n'arrive pas à atteindre et pourquoi elle ne parvient pas à les atteindre.

L'expérience du Mouvement ATD Quart Monde lui fait dire que ce sont presque toujours les mêmes populations, à savoir celles qui sont les plus démunies, qui se voient exclues. Encore aujourd'hui, et malgré les efforts réalisés par la communauté internationale, les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté bénéficient peu des politiques sociales ou des programmes de réduction de la pauvreté. Vivant à la marge de leur propre communauté, la situation de ces personnes, et parfois même jusqu'à leur simple existence, reste inconnue du reste de la société.

Le modèle de développement, les objectifs et les moyens que s'est donnés la communauté internationale permettent-ils vraiment d'atteindre les populations les plus vulnérables ? Est-il acceptable de définir des objectifs en sachant qu'ils ne prendront pas en compte les personnes les plus pauvres, celles qui auraient pourtant le plus besoin que la communauté internationale se mobilise pour qu'elles aient accès à une vie digne ?

Un taux élevé de croissance économique et un indice élevé de développement humain ne sont pas en eux-mêmes des garants de l'élimination de la grande pauvreté. Celle-ci existe toujours dans les pays

développés. Pour éliminer la grande pauvreté il est nécessaire d'adopter un nouveau paradigme selon lequel l'économie doit être au service de tous les êtres humains. Pour qu'un véritable changement puisse avoir lieu et pour que personne ne soit plus exclu, il est nécessaire de s'appuyer sur l'expérience et la pensée des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté, et ce depuis la conception des politiques et des projets à leur mise en œuvre et leur évaluation.

## **1. Réflexion sur le passage de l'économie informelle au travail décent.**

Que veut dire l'accès au travail décent pour les plus pauvres dans des sociétés dans lesquelles la plus grande partie de la population a seulement accès au travail informel, secteur qui a un déficit de travail décent ?

L'économie informelle<sup>1</sup> est une économie régie par les relations familiales et communautaires. Quand des personnes vivent en situation d'exclusion sociale, les relations qu'elles entretiennent tant au sein de leur communauté qu'avec le reste de la société sont déficientes. Ceci explique pourquoi leur intégration dans un marché du travail presque totalement informel est si difficile et pourquoi les personnes les plus pauvres n'ont le plus souvent accès qu'à des emplois qui leur permettent au mieux de survivre, mais rarement de sortir de la pauvreté ou de l'extrême pauvreté.

Dans la contribution qu'ATD Quart Monde a remis à la Banque Mondiale dans le cadre de l'étude "Sortir de la pauvreté", il est écrit : « *L'itinéraire professionnel de M. Rojas (travailleur pauvre qui habite la ville de Cusco dans le sud de Pérou) confirme un constat valable sur le marché du travail le plus précaire dans de nombreux pays, au Nord comme au Sud, celui de l'appauvrissement des petits salariés au cours de leur vie active par suite de l'usure progressive de leur force de travail. A la différence des salariés plus qualifiés qui évoluent sur un marché du travail mieux protégé, peuvent 'faire carrière' et s'enrichir par leur travail, de nombreux salariés non qualifiés s'appauvrissent au cours de leur vie active. En effet, leur santé se détériore inexorablement autant à cause des conditions de travail pénibles et dangereuses des emplois précaires qu'ils obtiennent qu'à cause des longues périodes de chômage qui minent le moral* »<sup>2</sup>.

Ceci implique que pour que les populations les plus vulnérables puissent bénéficier des programmes pour l'accès à un travail décent :

⊗ Il faut des politiques prospectives, globales et cohérentes : Mettre en place des politiques pensées à partir de la situation des personnes les plus exclues, sans négliger que lorsque les précarités s'accumulent et que les conditions de vie deviennent insupportables, ces personnes ne peuvent participer à ces programmes ou à la vie économique de leur communauté et de leur société, ne peuvent accéder à leur droit et exercer leur responsabilités sans qu'elles soient soutenues durablement dans leurs efforts.

⊗ Ils doivent avoir une durée suffisante pour atteindre les populations les plus délaissées et leur permettre de surmonter les handicaps hérités de privations extrêmes.

## **2. L'impact des politiques générales sur la vie des plus pauvres**

La communauté internationale et les pays devraient **évaluer l'impact des politiques générales** pour la croissance économique et le développement social **sur la vie des plus pauvres et sur la cohésion sociale.**

---

<sup>1</sup> Mesurer l'ampleur du travail informel est malaisé : en raison des divergences des définitions par pays, les chiffres disponibles n'ont qu'une valeur indicative. L'Organisation Internationale du Travail estimait que la part de l'emploi urbain informel était en moyenne 58% en Amérique Latine en 1997 et 80% de l'emploi hors agriculture en Afrique dans la dernière décennie. ILO, Decent Work and the Informal Economy, Geneva, 2002, p.20 et 21.

<sup>2</sup> Contribution à l'étude "Sortir de la Pauvreté". Monographies de familles du Burkina Faso et du Pérou. Institut de Recherche et de Formation en Relations Humaines, Mouvement international ATD Quart Monde, Mai 2005.

Dans un pays d'Amérique Latine, le gouvernement a mis en place un programme de distribution de lait dans des quartiers défavorisés. Le quartier de El Mirador reçoit 40 rations dans le cadre de ce programme. L'association des habitants du quartier prend en charge la préparation et la distribution du lait, les premières personnes à en bénéficier appartenant aux familles qui sont membres de droit de cette association, c'est à dire les familles propriétaires du terrain sur lequel elles vivent. Les familles ayant un statut de locataires qui sont les familles du quartier qui disposent des ressources les plus faibles et qui, du fait de leur statut de non propriétaires ne peuvent pas être membres de l'association des habitants du quartier, ne peuvent bénéficier de la distribution de lait que si les rations n'ont pas été épuisées. Quand Madame Alicia, une des mères de famille qui rencontre le plus de difficultés dans le quartier, parle de ce programme, elle dit : *"Ce qui était le plus humiliant pour moi est qu'ils ne me proposaient pas de les aider pour la préparation des petits déjeuners."* Ce n'est pas le fait de ne pas bénéficier du programme qui était le plus difficile pour cette mère, mais le fait de ne pas pouvoir collaborer, de ne pas être considérée comme les autres. C'est l'exclusion qui était insupportable.

Il apparaît dans cet exemple que pour pouvoir bénéficier d'un programme destiné à une communauté donnée, une personne ou une famille doit être bien intégrée dans le quartier concerné, y être reconnue et avoir une place dans la communauté. Or souvent, les personnes les plus vulnérables n'ont pas cette place.

Ceci entraîne que pour que les populations les plus vulnérables puissent bénéficier des programmes existant, il est nécessaire :

- ⊗ Que l'intégration des personnes les plus vulnérables, leur participation à la vie de la communauté et la reconnaissance que leur participation constitue un élément indispensable pour le développement de leur quartier soient des objectifs explicites de ces programmes.
- ⊗ Que la participation des plus pauvres à la vie culturelle, économique, sociale, spirituelle de la société soit un critère de l'évaluation de ces programmes.

### **3. Promouvoir la participation des personnes très pauvres**

Alors que l'ECOSOC souligne l'importance des approches participatives dans ses recommandations: *« Les pays devraient se donner les moyens définir ces stratégies et d'évaluer leur impact, de promouvoir la transparence de leurs institutions et pour que celles-ci soient en mesure de rendre des comptes sur leurs actions, ils devraient se donner les moyens de s'assurer que les processus de prise de décisions politiques se fondent sur le dialogue social et sur l'inclusion sociale, tout en favorisant les processus de participation<sup>3</sup> ».*

Il faut que les pays et les instances internationales arrivent à promouvoir la participation des personnes très pauvres qui sont exclues de la vie associative, culturelle, syndicale et politique et qui ne sont pas représentées, car l'exercice de la participation crée et renforce le lien social. Créer les conditions de cette participation demande une connaissance de la vie des personnes les plus pauvres de la société. Cela demande également que les politiques prennent en compte cette réalité pour que les mesures mises en œuvre ne bénéficient pas uniquement aux populations les plus dynamiques parmi les populations pauvres, mais bien à tous.

Dans un pays d'Amérique Latine, la construction d'un barrage a été entreprise afin de permettre l'irrigation de terrains cultivables dans une communauté des paysans. De l'origine, les paysans les plus pauvres, qui ont leurs terrains dans les parties plus hautes de la montagne, ont été exclus, le barrage étant construit plus bas que leurs terrains. L'organisme finançant ce projet a exigé que les paysans de la communauté participent avec leur travail et avec une cotisation à l'association communale et que les délais fixés pour la construction soient respectés. Les personnes qui ne pouvaient pas payer avec de l'argent pouvaient le faire avec leur travail. Ce sont des conditions très compréhensibles mais les plus faibles ont peu à peu

---

<sup>3</sup> Report of the Secretary-General on the theme of the 2006 ECOSOC Coordination Segment : Sustained economic growth for social development, including poverty eracication and hunger, p. 13.

abandonné le projet parce qu'ils ne pouvaient suivre le rythme du travail. Seuls les paysans qui avaient le plus de moyens ont pu participer et bénéficier du projet. La réalisation d'un tel projet renforce l'exclusion et les inégalités à l'intérieur de la communauté.

Dans un pays d'Afrique de l'Est la municipalité a donné un ordre de quitter des lieux aux personnes qui travaillent dans les stations de bus pour orienter les passagers et dire les noms des destinations. Ce sont surtout des jeunes qui, très souvent, n'ont suivi aucune formation et viennent de la campagne pour chercher du travail non qualifié. Pour améliorer le service et augmenter la sécurité dans les stations de bus, la municipalité a formé, par l'intermédiaire d'une compagnie de sécurité, 1 400 personnes pour prendre la place de ces travailleurs.

N'était-il pas possible d'établir un dialogue avec les personnes qui faisaient déjà ce travail ? N'aurait-on pas pu leur proposer une formation pour qu'elles améliorent le service rendu sans perdre leur emploi ?

#### **4. Ne pas laisser de côté toutes les personnes exclues de l'accès au travail et tous les travailleurs pauvres des pays développés.**

En 2004 le nombre de personnes sans emploi dans le monde était estimé à 192 millions<sup>4</sup>, 19 millions d'entre elles se trouvant dans les pays de l'Union européenne.

Les personnes très pauvres veulent travailler. Personne ne sait mieux l'importance du travail que ceux qui en sont privés. En Suisse des parents disent : « *Quant tu as un travail ça te donne confiance en toi* » « *Tu es méprisé si tu ne travailles pas. Comment l'expliquer aux enfants ? A l'école les enfants ont honte de dire que leur père n'a pas de travail* »<sup>5</sup>.

Une jeune maman dit : « *Pour nous, l'avenir qu'est-ce que c'est ? Sans travail, sans argent, on n'est pas libre, on ne peut rien faire. On ne peut pas avoir de famille* »<sup>6</sup>.

Dans les pays en développement, les programmes de lutte contre la pauvreté ont du mal à atteindre les populations les plus vulnérables. De même dans les pays développés bon nombre des mesures pour l'emploi ne bénéficient pas aux personnes les plus éloignées du marché du travail.

Une personne qui a participé dans l'élaboration d'une étude sur le travail en Belgique et qui vit dans la pauvreté, déclarait : « *Le travail est important pour nous, à condition qu'il offre une sécurité et des perspectives* »<sup>7</sup>.

Ces dernières années, dans les pays développés, la tendance a été de créer des programmes ou des types d'emplois qui ont enfermé les personnes rencontrant le plus de difficultés dans des sous-statuts: contrats de formation, stages, emplois précaires, contrats à durée déterminée, emplois à temps partiel..., le tout alternant le plus souvent avec de longues périodes de chômage. Les successions d'emplois précaires, périodes de chômage et petits boulots évoluent rarement vers un mieux mais forment généralement des spirales descendantes.

Il existe aussi le risque d'une tendance sociale qui assimile grande pauvreté et handicap dans plusieurs pays d'Europe. De plus en plus de personnes pauvres sont déclarés incapables de travailler et reçoivent une pension d'adulte handicapé ou d'invalidité. D'après le journal Le Monde « Plus de 2,6 millions de personnes reçoivent en Grande Bretagne une allocation d'incapacité au travail, soit 7,4% de la population

<sup>4</sup> Conference Room paper on the theme of the 2006 ECOSOC High-Level Segment : « Creating an environment at the national and international levels conducive to generating full and productive employment and decent work for all, and its impact on sustainable development », paragraphe 2.

<sup>5</sup> The ATD Fourth World Approach. The experience and the expectations of the poorest as the paradigmatic model for the struggle for integration and social cohesion, Mouvement ATD Quart Monde Fourth World Switzerland, p. 5.

<sup>6</sup> Repenser l'activité humaine, Revue Quart Monde N 7, Editions Quart Monde, Paris, 1998, p.51.

<sup>7</sup> Le travail et le droit de participer, rapport réalisé par le groupe d'étude « Travail, Chômage, Sécurité Sociale » du Mouvement ATD Quart Monde en Belgique, p.7. Disponible en :

[http://www.atd-quartmonde.be/IMG/pdf/letravaildroitparticipation\\_atd\\_200412.pdf](http://www.atd-quartmonde.be/IMG/pdf/letravaildroitparticipation_atd_200412.pdf)

active. Ce chiffre a presque quadruplé en 25 ans »<sup>8</sup>. En Suisse, un pays où les pensions d'invalidité sont parfois proposées à des jeunes sans formation et sans perspective de travail comme une alternative plus stable que l'assistance sociale, un jeune disait : « Nous ne sommes pas des incapables, nous n'avons pas de handicaps. Nous voulons travailler! »<sup>9</sup>. Combien de personnes sont ainsi « *volontairement obligées d'accepter d'être reconnues comme incapables* »<sup>10</sup> ?, comme l'exprimait une femme de France lors d'une enquête menée en 2005.

L'étude belge mentionnée arrive à la conclusion qu'il faut **favoriser la participation des personnes très démunies à la vie sociale**, que ce soit par la formation, par l'emploi ou par une autre activité utile. « Il s'est confirmé que, sans soutien (ou accompagnement) pendant toute la durée de leur parcours vers cette participation, les plus démunis ne peuvent échapper à un enchaînement d'échecs, sources de découragement profond et d'abandon<sup>11</sup> ».

<b>Pour en savoir plus, contactez-nous :</b>	
<p><b>Centre international :</b> Mouvement international ATD Quart Monde 107, av. du Général Leclerc 95480 Pierrelaye France</p> <p>Tél. : +(33) 1 30 36 22 24 Fax : +(33) 1 30 36 22 21 <a href="mailto:atdint@atd-quartmonde.org">atdint@atd-quartmonde.org</a></p>	<p><b>Antenne de Genève :</b></p> <p>Chemin Galiffe, 5 1201 Genève</p> <p>Tél. : (41)22-344-41-15 Fax : (41)22-344-47-77 <a href="mailto:geneve@atd-quartmonde.org">geneve@atd-quartmonde.org</a></p>
<p><b>Ou bien visitez notre site web :</b> <a href="http://www.atd-quartmonde.org">www.atd-quartmonde.org</a></p>	

<sup>8</sup> Journal Le Monde du 26/01/2006.

<sup>9</sup> The ATD Fourth World Approach. The experience and the expectations of the poorest as the paradigmatic model for the struggle for integration and social cohesion, op. cit., p.4.

<sup>10</sup> Ecouter donne la parole, Enquête 2005, Institut de Recherche et de Formation aux Relations Humaines, janvier 2006, p.51.

<sup>11</sup> Le travail et le droit de participer, op. cit., p. 5